



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 1998
Français
Original: anglais

Commission de statistique

Trentième session

1er-5 mars 1999

Point 3 e) de l'ordre du jour provisoire*

Statistiques économiques : autres statistiques économiques

Rapports des groupes d'étude

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre les rapports de sept groupes d'étude qui s'occupent de statistiques économiques reproduits en annexe à la Commission de statistique comme suite à une demande qu'elle a formulée à sa vingt-neuvième session¹ [et à celle du Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistiques et la coordination à sa dix-neuvième session (E/CN.3/1999/20, par. 13)].

À sa vingt-neuvième session (10-14 février 1997), la Commission de statistique et, à sa dix-neuvième session (10-13 février 1998), le Groupe de travail ont examiné les programmes décrits par divers groupes actifs dans le domaine des statistiques économiques et ont souscrit de manière générale aux propositions relatives aux activités futures. Le Groupe de travail a encouragé les groupes d'étude à présenter à la Commission de statistique des rapports plus poussés.

La présentation des rapports a été uniformisée, ce qui devrait également faciliter les mises à jour du site Web des groupes d'étude auquel renvoie la page d'accueil de la Division de statistique (<<http://www.un.org/Depts/unsd>>). Le site des groupes d'étude comprend des renseignements sur les groupes dont les rapports sont reproduits ci-après ainsi que sur d'autres groupes actifs dans les domaines social, environnemental et autres (voir aussi E/CN.3/1999/11, E/CN.3/1999/13, E/CN.3/1999/15, E/CN.3/1999/18, E/CN.3/1999/26).

La Commission de statistique est invitée à se prononcer sur les mandats des divers groupes en indiquant s'ils sont nettement définis et si les objectifs visés sont clairs et réalisables. Peut-être la Commission voudra-t-elle aussi formuler des observations sur les propositions relatives aux travaux futurs.

* E/CN.3/1999/1.

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément No 4* (E/1997/24), par. 13.

Annexe

Rapports des groupes d'étude

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Groupe de Canberra sur les statistiques du revenu des ménages	3
II. Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur non structuré	3
III. Groupe d'experts des statistiques du capital social	4
IV. Groupe d'experts sur les biens incorporels	6
V. Groupe d'Ottawa sur les indices des prix	7
VI. Groupe de Paris sur la question du travail et de la rémunération	8
VII. Table ronde sur les bases des enquêtes relatives aux entreprises	9

I. Groupe de Canberra sur les statistiques du revenu des ménages

Objet

Le groupe a pour objectif principal d'améliorer les statistiques nationales sur le revenu des ménages en établissant des normes d'ordre tant théorique que pratique. La formulation et l'application de directives et de normes internationales facilitera les comparaisons à l'échelon international. Le groupe a été établi pour traiter des problèmes théoriques, définitionnels et pratiques qui se posent aux services nationaux de statistique dans le domaine des statistiques sur la répartition du revenu des ménages. Ses travaux doivent déboucher sur une révision des directives internationales relatives à la répartition du revenu.

Organisation du groupe

1996.

Participants

Australie, Canada, Chine, États-Unis d'Amérique, Finlande, Inde, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Office statistique des Communautés européennes, Banque interaméricaine de développement, Organisation internationale du Travail, Organisation de coopération et de développement économiques, Groupe de Luxembourg au Centre d'étude de populations, de pauvreté et de politiques socioéconomiques/International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development.

Réunions

Première réunion : Canberra, 2-4 décembre 1996.

Deuxième réunion : Voorburg (Pays-Bas), 9-11 mars 1998.

Sujets traités

Sources, méthodologie et qualité des données; mesures de l'inégalité du revenu; comparabilité à l'échelon international; unités statistiques : concepts, définitions et utilisation; établissement d'une hiérarchie de concepts et de définitions concernant le revenu; concordance avec les comptes de la nation et autres agrégats nationaux; mesure du revenu des travailleurs indépendants; et révision des directives internationales actuelles.

Produits

Les documents de travail et les rapports des deux réunions déjà tenues peuvent être consultés sur le site Web du Groupe de Canberra à l'adresse suivante :

<http://lissy.ceps.lu/canberra.htm>

Activités prévues

À l'invitation de Statistique Canada, le groupe tiendra sa troisième réunion à Ottawa en juin 1999. Il examinera notamment la documentation relative à la méthodologie et à la qualité des statistiques du revenu ainsi que des recommandations sur les unités statistiques et sur les concepts concernant le revenu.

Produits futurs prévus (dates)

Vers septembre 1999 : Résumé des débats de la troisième réunion et des communications qui y auront été faites.

Contact

Harry Kroon
Australian Bureau of Statistics
P.O. Box 10
Belconnen A.C.T.2616
Australie
Téléphone : 61-2-6252-6098
Télécopie : 61-2-6252-5172
Adresse électronique : Harry Kroon@abs.gov.au (Harry Kroon, ABS, Australia)
Adresse électronique : plan@abs.nl (Paul van der Laan, CBS, The Netherlands)
Adresse électronique : Shermik@statscan.ca (Mike Sheridan, Statistics Canada)

II. Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur non structuré

Objet

Procéder à des échanges d'expériences en matière de mesure du secteur non structuré de l'économie et établir un rapport intérimaire et des propositions sur les travaux futurs. Le groupe a pour objectif de documenter les pratiques des pays membres en matière de collecte de statistiques du secteur non structuré et de mettre au point des méthodes appropriées pour la conception des enquêtes et la collecte de données concernant ce secteur, en tenant compte du Système de comptabilité nationale de 1993 et des résolutions de la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Organisation du groupe

1997.

Participants

Première réunion : Ont assisté à cette réunion 37 participants provenant de 8 pays : Australie, Bangladesh, Brésil, Colombie, Inde, Mexique, Sri Lanka et Turquie ainsi que les représentants des organisations suivantes : Organisation internationale du Travail (OIT), Division de statistique de l'ONU, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et Banque asiatique de développement.

Deuxième réunion : Ont assisté à cette réunion 35 participants provenant de 9 pays : Arménie, Australie, Colombie, Inde, Mexique, Nigéria, Pologne, Turquie et Zambie. Y ont assisté aussi les représentants de cinq organisations internationales : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CESAP, OIT, Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique et Division de statistique de l'ONU ainsi que ceux de plusieurs autres institutions, à savoir l'Institut Harvard pour le développement international, Women in Employment Globalizing and Organizing, l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération et la Self-Employed Women's Association.

Réunions

Première réunion : New Delhi, 20-22 mai 1997.

Deuxième réunion : Ankara, 28-30 avril 1998.

Sujets traités

Première réunion : Outre qu'ils ont arrêté le mandat du groupe, les pays participants ont présenté des notes sur les pratiques qu'ils suivent en matière de collecte des données et sur la situation actuelle quant aux statistiques du secteur non structuré. Les organisations internationales ont elles aussi fait état de leurs activités récentes dans ce domaine.

Deuxième réunion : Les débats ont principalement porté sur la situation actuelle quant aux données relatives au secteur non structuré et à leurs limitations, les profils de pays, le secteur non structuré, la définition, le passage au stade opérationnel, la délimitation, la classification et les sous-classifications, la conception des enquêtes; la base géographique de l'échantillonnage et la conception des échantillons, les enquêtes combinées sur les ménages et les entreprises, les problèmes de collecte des données et les questions de qualité, la contribution du secteur non structuré à l'offre d'emplois; la valeur ajoutée; la formation de capital, etc., dans l'économie nationale et la sécurité sociale des travailleurs du secteur non structuré et inorganisé.

Produits

Rapport de la première réunion.

Rapport de la deuxième réunion.

Activités prévues

Conformément aux recommandations de la deuxième réunion, les travaux concernant les projets ci-après se poursuivent;

- a) Recensement des pratiques actuelles des pays et inventaires périodiques, y compris des mesures de l'emploi et du produit national brut par statistiques du secteur industriel et par sexe (si disponibles). Participant : OIT, en coopération avec la Division de statistique de l'ONU;
- b) Affinement et passage à l'utilisation opérationnelle de la définition internationale du Système de comptabilité nationale pour les comptes de la nation et les comparaisons internationales. Participants : Australie, Colombie, Mexique, Turquie (M. Yusuf Yardimici), OIT, M. Predrero et M. Charmes;
- c) Formulation de stratégies pour l'examen des questions relatives à la base et à la pondération des échantillons. Participants : Inde, Mexique et Nigéria;
- d) Enquête sur les méthodes d'assurance de la qualité pour les régions non comprises dans l'échantillon (par exemple études consécutives aux énumérations). Participants : Nigéria et OIT;
- e) Étude et formulation de méthodes appropriées pour la mise au point de mesures plus précises de la valeur ajoutée. Participants : Arménie, Turquie, Université de Mexico, Division de statistique de l'ONU et M. Ferran.

Activités prévues

Il avait été décidé de tenir la prochaine réunion du Groupe de Delhi au siège de l'OIT, à Genève, du 16 au 20 octobre 1998 après la Conférence internationale des statisticiens du travail. Cette réunion a depuis été différée à la demande des équipes du projet dont les travaux ne sont pas tous achevés. Il est maintenant prévu que la prochaine réunion se tiendra en mars 1999.

Contact

M. M.D. Asthana
Secretary
Department of Statistics
Sardar Patel Bhavan
Sansad Marg, New Delhi-110001

Inde

Téléphone : 91-11-373-2150

Télécopie : 91-11-334-4689

Adresse électronique : asthana@hub.nic.in
secydos@hub.nic.in

III. Groupe d'experts des statistiques du capital social

Objet

1. Clarifier les questions théoriques relatives au capital social et aux flux de capitaux;
2. Échanger des données de recherche et d'expérience concernant les problèmes de mesure du capital social et des flux de capitaux.

Organisation du groupe

1997.

Participants

Pays

Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Indonésie, Italie, Japon, Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Organisations internationales

Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Commission économique pour l'Europe, Division de statistique de l'ONU, Banque mondiale.

Conseillers

Erwin Diewert, Peter Hill, Jack Triplett.

Réunions

Canberra, 10-14 mars 1997.

Paris, 29 septembre-2 octobre 1998.

Washington, novembre 1999 (dates à confirmer).

Sujets traités

Pratiques des pays participants en matière de mesure : concepts du capital social et des flux de capitaux, pratiques et problèmes de la méthode de l'inventaire permanent,

méthodes diverses de mesure du capital social, essentiellement par collecte directe; comptabilité commerciale; mesures des coûts et des volumes courants; bilan du capital fixe et estimation du capital social dans les pays en transition; expérience de la productivité plurifactorielle; nouvelles mesures du capital liées à l'élargissement de la composition des actifs recommandée par le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993); bilans; comparabilité et coopération internationales.

Produits

Les documents et les rapports finals des réunions de 1997 et 1998 sont disponibles sur le site Web du groupe (voir ci-après).

Le groupe est convenu de rédiger pour la fin de 1999 un manuel sur la mesure du capital social et des flux de capitaux qui traitera à la fois de questions théoriques et des pratiques optimales de compilation recommandées. Le manuel, qui sera publié par l'OCDE, figurera dans la documentation de référence du SCN 1993.

Activités prévues

Le groupe s'est entendu sur la structure du manuel, qui peut être consultée sur son site Web. Le manuel sera rédigé de novembre 1998 à fin mai 1999. De juin à août 1999, les participants et d'autres personnes qu'intéresse le sujet pourront présenter leurs observations sur le projet de manuel, qui pourra être consulté sur le site Web. Une deuxième version du projet de manuel, dans laquelle il aura été tenu compte des observations reçues, sera établie pour la mi-octobre 1999. Elle servira de base aux travaux de la troisième et dernière réunion du groupe, qui se tiendra en novembre 1999.

Produits futurs prévus (dates)

Il est prévu de faire paraître un manuel sur la mesure du capital social et des flux de capitaux au début de l'an 2000.

Contact

Rob Edwards (Convener)
 First Assistant Statistician
 Australian Bureau of Statistics
 P.O. Box 10
 Belconnen, A.C.T. 2616
 Australie
 Téléphone : 61-2-6252-6035
 Télécopie : 61-2-6253-1051
 Adresse électronique : rob.edwards@abs.gov.au

Site Web : www.oecd.org/std/stos.htm

Anne.Harrison@oecd.org

IV. Groupe d'experts sur les biens incorporels

Dans le cadre des délibérations sur les questions de statistique les plus importantes, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a rédigé et publié une note sur les biens incorporels et a suggéré qu'un groupe de discussion électronique poursuive l'examen des thèmes qui y sont traités. Après réflexion, il a été jugé que le compartimentage des questions initialement soulevées faciliterait les progrès dans les domaines plus circonscrits.

Biens incorporels

L'une des séries de thèmes avait trait à l'identification et à l'évaluation des biens incorporels. Selon le Système de compatibilité nationale de 1993, ces biens devraient être traités de la même façon que les biens corporels, mais, comme ils constituent un domaine nouveau pour la plupart des comptables des administrations nationales, il serait utile de formuler à leur sujet des directives plus concrètes, comme celles qui pourraient figurer dans un manuel. Après s'en être entretenue avec le Service de statistique du Royaume-Uni, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est convenue d'instituer et de diriger un groupe électronique de discussion sur cette série de thèmes. Les travaux en cours à l'OCDE en ce qui concerne les manuels de Frascati relatifs à la recherche et au développement, d'autres biens incorporels (formation et ressources humaines, changement organisationnel, par exemple) et de nouveaux indicateurs relatifs à la science et à la technologie (estimation de la valeur de l'innovation, par exemple) sont très pertinents à cet égard. La Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (DSTI) de l'OCDE a récemment diffusé une série de 15 notes et une bibliographie détaillée qui résume l'évolution des diverses ramifications de ces travaux depuis plusieurs années (<http://www.oecd.org/dsti/sti/industry/indcomp.prod/intang.htm>). Le groupe de discussion électronique débattera de ces éléments et de ceux qui seront présentés par les spécialistes de la formulation de normes de comptabilité commerciale.

Contacts

À la DSTI de l'OCDE
 Graham.Vickery@oecd.org
 Michael.Freundenberg@oecd.org
 À la Direction de statistique de l'OCDE

Aspects économiques de la technologie de l'information

Une seconde série de questions a trait aux incidences de la technologie de l'information sur l'économie et la société. L'éventail des sujets abordés est vaste : classification industrielle (différences entre le système nord-américain et la Classification internationale type, par industrie, des branches d'activité économique, par exemple); définitions des secteurs de la technologie de l'information et de la communication ainsi que du commerce électronique; identification d'indicateurs appropriés pour les nouvelles questions de politique générale et la collecte de données, pour ne mentionner que quatre aspects de ces sujets. De nombreux services de l'OCDE consacrent de vastes travaux analytiques et de politique générale à la question du commerce électronique, qui a aussi fait l'objet d'une conférence ministérielle tenue à Ottawa du 7 au 9 octobre 1998. Les ministres y ont jugé que, vu leur importance, les travaux portant sur la mesure et l'analyse quantitative appelaient un traitement prioritaire. Un groupe de travail sur les indicateurs de l'économie de l'information poursuit activement le travail statistique. Il se réunira les 21 et 22 avril 1999. De nombreux éléments sont déjà disponibles sur le site Web de l'OCDE à <http://www.oecd.org/dsti/sti/it/index.htm>. La division de l'OCDE (information, informatique et communication), chargée des travaux dans ce domaine, serait disposée à accueillir et à diriger un groupe de discussion électronique sur ce sujet pour faire avancer les travaux.

Contact

Andrew.Wyckoff@oecd.org

Autres sujets

Une troisième série de sujets mentionnés dans la note du Royaume-Uni est plus disparate. Il y est dit qu'il faudrait :

- a) Envisager d'utiliser des données entrées-sorties désagrégées pour mesurer la capacité;
- b) Étudier le rôle des comptes satellites externes dans la mesure des prestations sociales;
- c) Concevoir un cadre global pour différents satellites;
- d) Débattre de l'orientation que pourraient prendre les questions de politique générale avec les décideurs et analystes;

- e) Rechercher les moyens d'améliorer l'image de la comptabilité nationale en mettant en évidence les avantages et les limitations des comptes.

Ces différents sujets ne se prêtent guère à un examen au sein d'un seul groupe de discussion électronique. Sans doute vaudrait-il donc mieux les ajouter aux programmes de travail d'autres groupes d'étude ou d'autres organismes. La Commission est invitée à déterminer la priorité qu'il convient de leur assigner et la meilleure façon de résoudre les problèmes qu'ils posent.

V. Groupe d'Ottawa sur les indices des prix

Objet

Le groupe d'Ottawa a été créé pour offrir aux spécialistes un forum où ils pourront procéder à des échanges de données d'expérience et s'entretenir de la recherche sur les problèmes cruciaux de la mesure de l'évolution des prix. Sans négliger les aspects théoriques de la question, le groupe s'occupe en particulier, mais non exclusivement, de recherche appliquée dans le domaine des statistiques des prix à la consommation. Les participants sont des spécialistes et des praticiens qu'emploient les services de statistique de divers pays ou d'organisations internationales ou qui exercent des fonctions de conseiller auprès de ces services.

Organisation du groupe

1994.

Participants

Membres des services de statistique des pays suivants : Australie, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède. Des participants représentant Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques ainsi que d'autres experts de ces pays et un certain nombre d'autres ont aussi assisté à au moins une réunion du groupe.

Réunions

Ottawa, 31 octobre-3 novembre 1994.
Stockholm, 15-17 novembre 1995.
Voorburg (Pays-Bas), 16-18 avril 1997.
Washington, 22-24 avril 1998.

Sujets traités

Les problèmes fondamentaux de mesure, en particulier au niveau microéconomique, ont constamment retenu l'attention du groupe. Ces problèmes sont notamment : estimation (par exemple, adoption de la moyenne géométrique comme point de départ des calculs), échantillonnage et traitement du changement qualitatif dans toutes ses manifestations. Les questions concernant les erreurs systématiques ont été examinées explicitement aux réunions de 1994 et 1997. Les besoins différents concernant des indices utilisés à des fins différentes, par exemple pour la mesure de l'inflation et pour la rémunération, ont été examinés à au moins deux réunions. Les autres sujets traités se rapportaient notamment à certains aspects complexes des indices des prix à la consommation, tels que services de santé et services financiers, méthodologie et conduite des enquêtes et multiplication des bases de données informatiques sur les ventes (données scannées).

Produits

Les notes et les comptes rendus des réunions sont publiés.

Activités prévues

Prochaine réunion : Reykjavik, 25-27 août 1999.

Ordre du jour prévu : Accent sur les deux sujets ci-après :

Premier sujet : Traitement du changement qualitatif dans les indices des prix des biens de consommation durables

La réunion sera essentiellement consacrée à l'examen de l'emploi de diverses techniques et procédures concernant les changements qualitatifs des biens de consommation durables. Les notes et les délibérations devraient porter autant que possible sur des cas concrets de traitement qui pourraient être extrapolés à des catégories plus générales de biens de consommation durables.

Certaines questions générales seront examinées aussi, éventuellement au début de la réunion. Il faudrait par exemple étudier les effets que le recours à diverses démarches théoriques pour mesurer l'évolution des prix des biens de consommation durables (acquisition, débours, coûts pour les utilisateurs) exerce sur le problème des changements qualitatifs de ces biens.

Deuxième sujet : Conception différente des indices des prix à des fins différentes

Une grande partie de la réunion aura pour objet de déterminer si les statistiques des prix à la consommation qui visent à mesurer l'inflation, à indexer les revenus ou à exprimer la consommation privée en prix constants devraient reposer sur

la même base théorique. L'examen portera aussi sur les répercussions pratiques des divers choix possibles.

La deuxième partie de cette réunion pourrait avoir pour objet de déterminer quand il est préférable d'estimer l'évolution des prix directement et quand il faudrait l'estimer indirectement (implicitement) à partir de mesures de volumes. Cette question concerne les indices de prix à la production plus que les indices des prix à la consommation. Il serait souhaitable de ne pas se limiter à des exemples concrets et d'étudier les catégories plus générales de biens et services pour lesquels les mêmes réponses pourraient être données.

Il est prévu que les prochaines réunions, en 2000 en Australie et en 2001, se concentreront sur les questions de mesure concernant la prestation de services aux consommateurs.

Produits futurs prévus (dates)

Après les prochaines réunions, les comptes rendus contiendront un résumé des délibérations et un rapport regroupant les recommandations sur lesquelles l'accord sera possible. Les réunions traiteront d'un petit nombre de sujets afin de mieux centrer les travaux préparatoires et les délibérations. Le premier rapport sera publié après la réunion qui doit se tenir en Islande en 1999.

Un site Web du groupe d'Ottawa, en cours de construction, devrait être achevé pour novembre 1998.

Contact

Louis Marc Ducharme
Directeur, Division des prix
Statistique Canada
Ottawa, Canada K1A 0T6
Téléphone : 613-951-0688
Télécopie : 613-951-2488
Adresse électronique : ducharl@statcan.ca

VI. Groupe de Paris sur la question du travail et de la rémunération

Objet

Examiner, évaluer et concilier les diverses sources de l'information utilisée pour mesurer la situation du marché du travail et la rémunération, en particulier dans le contexte de la déréglementation des marchés du travail et du chômage structurel; contribuer à améliorer les concepts et leur application et élaborer de nouveaux indicateurs.

Organisation du groupe

1997.

Participants

Actuels : Afrique du Sud, Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Pologne, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Organisation internationale du Travail, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Eurostat.

Potentiels : Allemagne, Argentine, Japon.

Réunions

Paris, 27 et 28 novembre 1997.

Londres, 6 et 7 juillet 1998.

Paris, automne 1999.

Sujets traités

1. Principaux indicateurs du marché du travail, dynamique du marché du travail, concordance des estimations de l'emploi (et du chômage) provenant de sources différentes, temps de travail.
2. Rémunération et coûts de main-d'oeuvre.

Produits

Rapport(s) scientifique(s) : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), France, en février 1999. Animation sur site Internet pour la fin de 1998 (INSEE, OCDE).

Activités prévues

- 1) Analyse des notes et des délibérations de la réunion de Londres et synthèse des problèmes soulevés et des moyens de les résoudre.

- 2) Examen de la possibilité de produire des statistiques sur les flux de main-d'oeuvre au moyen de données portant sur de courtes périodes.

Produits futurs prévus (dates)

D'ici à la fin de 1999 : séries limitées de données sur les flux de main-d'oeuvre pour les pays de l'OCDE et quelques autres pays.

Contact

Mme Véronique Alexandre
Timbre D250, Bureau 1060, INSEE
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris Cedex 14
France
Téléphone : 33 1 41173860
Télécopie : 33 1 41176849
Adresse électronique :
veronique.alexandre@DG75-D250.insee.atlas.fr

VII.

Table ronde sur les bases des enquêtes relatives aux entreprises

Objet

Constituer un forum pour l'échange de vues et de données d'expérience et pour la conduite d'expériences conjointes sur la mise au point, la tenue et l'utilisation des bases d'échantillonnage des enquêtes sur les entreprises (registre des entreprises). La Table ronde est un organe informel et la participation y est volontaire. Les participants sont cependant tenus d'apporter une contribution au programme des réunions. La Table ronde ne tient pas son mandat d'un organisme officiel mais elle peut, sur la base de ses délibérations ou expériences, faire des recommandations à un tel organisme (par exemple, la Commission de statistique) concernant, par exemple, l'examen ou l'adoption de certaines pratiques ou normes.

Organisation du groupe

1986.

Services nationaux de statistique participants (à la réunion de 1998)

Allemagne, Canada, Communautés européennes (Eurostat), Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France,

Hongrie, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Réunions (annuelles)

Première réunion : Ottawa, mai 1986

Réunion la plus récente : Helsinki, 28 septembre-2 octobre 1998

Sujets traités

Moyens d'améliorer la qualité des enquêtes; démographie des entreprises; mondialisation et registre des entreprises; intégration et comparabilité des statistiques sur les entreprises à l'intérieur des services de statistique et entre eux; tendances de la technologie; petites entreprises; utilisation des données administratives; définition et classification des groupes et unités d'entreprises et leur représentation dans les registres statistiques.

Produits

Les notes techniques publiées et examinées au cours des neuf premières réunions sont disponibles sur CD-ROM. Après chaque réunion, l'organisme hôte place la documentation la plus récente sur un site Internet.

Activités prévues

Prochaines réunions : Paris, octobre 1999
Nouvelle-Zélande, octobre 2000
Washington, octobre 2001

Produits futurs prévus (dates)

Les rapports et notes de la réunion d'Helsinki seront disponibles sur Internet à compter du 30 novembre 1998, à l'adresse www.stat.fi/roundtable. Un CD-ROM à jour qui contiendra les rapports et les notes des 12 réunions de la Table ronde sera disponible aussi à compter de cette date.

Contacts

M. Richard Barnabé
Directeur général
Systèmes de classification
Statistique Canada
Building Jean Talon 13 B 7
Ottawa, Canada K1A 0T6
Téléphone : 613-951-9850
Télécopie : 613-951-0411
Adresse électronique : barnric@statcan.ca

Renseignements sur la réunion de Paris (octobre 1999)

M. Hugues Picard
INSEE
Timbre E101
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris Cedex 14
France
Téléphone : 33 1 41175063
Télécopie : 33 1 41176327
Adresse électronique :
hugues.picard@dg75-e101.insee.atlas.fr
